

# AIETE

10 ans

## L'importance de la déclaration d'Aiete et son impact dans notre quotidien

Dix ans déjà que se tenait, ce 17 octobre 2017, la Conférence Internationale d'Aiete, à laquelle participaient, aux côtés de l'ensemble des forces politiques et syndicales du Pays Basque, des personnalités internationales aussi diverses que Kofi Annan, Bertie Ahern, Gerry Adams, Jonathan Powell, Brian Currin, Gro Harlem Brundtland ou Pierre Joxe. Cet événement constitue un moment clé dans l'histoire de notre peuple et a permis de mettre en place une feuille de route en faveur de la paix. Ses acteurs et actrices, ses représentant-e-s, étaient soucieux d'y contribuer en mesurant l'opportunité de mettre fin à la dernière confrontation armée d'Europe. Pour eux et pour elles, la participation de l'ensemble de la population, des acteurs sociaux et des institutions locales était nécessaire. Avec leur expérience, et avec l'assentiment de tous, ils ont fait les propositions suivantes :

- 1.** Nous invitons ETA à déclarer publiquement l'arrêt définitif de toute action armée et à entamer un dialogue avec les Gouvernements français et espagnol qui aborderaient exclusivement les conséquences du conflit.
- 2.** Dans l'éventualité où l'organisation fait cette déclaration, nous encourageons vivement les Gouvernements espagnol et français à en prendre acte et d'entamer un processus de discussion.
- 3.** Nous conseillons que des mesures concrètes soient prises pour promouvoir la réconciliation, le vivre ensemble et apporter reconnaissance et assistance à l'ensemble des victimes, reconnaître les torts causés et panser toutes les blessures engendrées tant au niveau individuel que collectif.
- 4.** Nous invitons l'ensemble des acteur-trice-s non-violent-e-s et les représentant-e-s politiques à se rencontrer pour aborder les questions politiques, en consultant les citoyen-ne-s car cela est nécessaire dans une phase de non-conflit.
- 5.** Nous sommes disposé-e-s à mettre sur pied un comité de suivi qui accompagnera la mise en œuvre de ces recommandations.

## Ce qu'il est advenu ensuite

À l'évidence, ETA a tenu l'ensemble de ses engagements. L'organisation a, en outre, procédé à son désarmement ainsi qu'à sa dissolution. La réponse des États se résume en revanche, dès le départ, à un manque total de volonté politique, à un refus de toute évolution et de la moindre possibilité de dialogue. L'attitude du Gouvernement français a été légèrement différente, du fait d'un travail



**ehbildu**

mené par la suite au Pays Basque nord auprès des forces politiques locales. Il est bon de rappeler aussi que le Gouvernement Espagnol a, dans ce temps, livré bataille contre ces représentant-e-s internationaux.

La participation des représentant-e-s politiques et institutionnels et de la population a été très différentes au Pays Basque nord et au Pays Basque sud en raison, en grande partie, des divergences de réalités et de parcours historiques.

Au Pays Basque nord, la méthode employée a été fructueuse. Bien qu'elle fut complexe, sans l'ombre d'un doute, elle a été l'objet de longs débats au cours desquels chaque partie a dû faire preuve de la meilleur des volontés. Mais, malgré les difficultés et les embûches, elle a permis des résultats significatifs, avec notamment l'obtention de la Déclaration de Bayonne en 2014, grâce à un travail commun des institutions et de la société civile qui amena le Gouvernement français à se positionner. Nous en sommes encore là aujourd'hui, à tenter de franchir ces paliers. Et plus particulièrement, à essayer de surmonter les blocages qui sont apparus tout au long de ce processus et qui perdurent encore, tels que le sujet épineux du retour des prisonnier-e-s.

De la même manière, ces discussions et les accords qui en ont découlé ont servi à aborder d'autres sujets politiques. Ce fut le cas, par exemple, en 2017, lors de la création de la Communauté d'Agglomération Pays Basque en 2017 et une première reconnaissance officielle des trois provinces. Premières démarches dont la prochaine étape devrait consister, de notre point de vue, à la création d'un Collectivité Territoriale à Statut Particulier, ce qui constituera un progrès significatif pour la reconnaissance politique su Pays Basque nord.

A contrario, au Pays Basque sud, les choses n'ont pas avancé au même rythme. Depuis le début, de grandes contradictions sont nées dans un contexte de forte confrontation et nous avons connu d'énormes difficultés à avancer tous et toutes dans la même direction, notamment dans la recherche de convivialité, de paix et de résolution du conflit. En de multiples occasions et sur différents secteurs, les logiques de partis, les intérêts électoralistes et les velléités de vengeance politique, ont pris le pas sur tout le reste. Les représentant-e-s institutionnels eux-mêmes, plutôt que d'offrir un cadre rassembleur, n'ont eu de cesse que de pousser les partis à la confrontation et d'ériger des difficultés là où il aurait fallu s'engager à faciliter les choses. Le rôle joué par monsieur Urkullu fut particulièrement significatif en ce sens et mérite d'être souligné. Il a fait fi des engagements de la déclaration d'Aiete, il a battu froid les recommandations des vérificateurs internationaux et a toujours cherché à placer son parti dans les meilleures conditions face au Gouvernement Espagnol.

## **Deux moments cruciaux en parfaite opposition : Arnaga et Bertiz**

Sept années se sont écoulées entre les déclarations d'Aiete et d'Arnaga. Sept années compliquées et difficiles, au cours desquelles la participation citoyenne fut prépondérante dans l'évolution positive de recherche de résolution. L'un des éléments les plus spectaculaires et les plus importants de cette évolution fut le désarmement. Cela semble difficile à croire aujourd'hui encore, mais le Gouvernement espagnol, aidé en cela par le Gouvernement français, refusa de procéder à l'organisation d'un processus de désarmement. Il ne se contenta pas seulement de refuser cette procédure puisqu'il essaya même d'en empêcher sa tenue. C'est essentiellement l'imagination déployée



**ehbildu**

par la société civile du Pays Basque nord qui permet de se défaire de la pression imposée par les deux États en procédant à ce désarmement de manière publique. Cette étape fondamentale a ouvert des perspectives pour réaliser de nouvelles avancées dans la résolution des conséquences du conflit.

Tout ceci précéda les deux moments cruciaux en parfaite opposition que constituent la déclaration d'Arnaga et la manifestation organisée par les président-e-s Urkullu et Barkos à Bertiz.

À **Arnaga**, les vérificateurs confirmèrent que la déclaration formulée par ETA répondait bien à toutes les requêtes. Au delà du constat concernant le respect des engagements pris, ils ont évalué de manière positive la phase de désarmement et de dissolution. Ce fut, pour eux, une journée historique. Ils ont cependant souligné le rejet de tout dialogue par le Gouvernement espagnol. De la même manière, ils ont rappelé les étapes restant à franchir : trouver une issue aux problèmes des prisonnier-e-s et réfugié-e-s, œuvrer à la réconciliation, au vivre-ensemble et à l'ouverture de discussions politiques. La dissolution d'ETA, ouvrirait, sans l'ombre d'un doute, une nouvelle ère qui verrait la fin du conflit au Pays Basque.

**Bertiz**, par contre, ne fut qu'une manifestation institutionnelle complètement passéiste. Une cérémonie fermée, transpirant le repli sur soi, faisant surgir une crainte de l'avenir, une volonté de maintenir une main-mise politique écartant toute notion de droit et de résolution. Le spectacle pitoyable proposé par les deux président-e-s du Pays Basque constituait le contrepoint d'une journée historique pour le Pays Basque.

Depuis, les deux Gouvernements du Pays Basque sud ont pris aussi des positions et des voies différentes. Même si cela peut paraître étonnant aux yeux de certain-e-s, les deux Gouvernements qui ont siégé en Navarre ont, bon gré mal gré, adopté des positions plus ouvertes que celui d'Ajuria-Enea. Cela ne permet pas pour autant d'affirmer que cela a été réalisé dans les conditions et au rythme que la situation exigeait. En diverses occasions même, nous avons pu déplorer l'expression de certaines tendances cherchant à compliquer la situation ou procédant à des rétropédalages.

Néanmoins, grâce, très certainement, à ce contexte favorable, les choses ont commencé à bouger, de manière positive, en faveur des prisonnier-e-s. L'exemple le plus significatif de cette évolution réside dans ce qui semble annoncer la fin de la dispersion. Ce processus n'est pas encore arrivé à son terme, mais devrait donner lieu sans délai à la fin d'une politique pénitentiaire d'exception et à l'ouverture d'une phase de retour au pays des prisonnier-e-s. Pour cela, l'adhésion et la participation des partis, des acteurs et actrices sociaux et des institutions du Pays Basque, sont prépondérantes.

Pour parvenir à construire une paix véritable et durable, la présence des forces armées des États n'a plus aucune raison d'être et que leur rapatriement est inéluctable. En laissant toutes les prérogatives attenantes au maintien de la Sécurité aux corps de police locaux. C'est pourquoi nous devons aujourd'hui mener une réflexion approfondie sur le modèle de police que nous envisageons, ainsi que sur les changements à opérer pour démocratiser ces corps de sécurité.

Nous ne sommes malheureusement pas encore en mesure d'affirmer aujourd'hui que cette évolution s'impose. À l'inverse, Les partis qui sont aux affaires à Gasteiz et à Pampelune suivent une autre ligne et semblent, à l'heure actuelle, vouloir garder une vision passéiste, mener des attaques



**ehbildu**

systematiques contre leur adversaire politique pour leur conférer une position éthique et politique des plus avantageuses. Comment interpréter autrement leurs récentes déclarations au nom du « plan pour le vivre ensemble » et la restriction des libertés instituée dans le même temps ? Dans un passé récent, des centaines d'habitant-e-s s'exposaient à de graves poursuites pour le simple fait d'évoquer le « monde d'ETA », et, dans le même temps, des milliers de citoyen-ne-s devaient subir des restrictions sévères de leurs droits civils et politiques. Aujourd'hui certains secteurs parlent de « l'univers d'ETA » pour évoquer un secteur politique bien ciblé, auquel ils-elles exigent une autocritique de leur passé, pour s'arroger un avantage politique en vue des échéances électorales futures. Nous ignorons s'ils sont conscient-e-s des dégâts que cela peut engendrer, des attaques et des restrictions des droits qu'une telle légèreté peut provoquer... dans tous les cas, ils ne rendent pas service au travail en faveur du vivre ensemble, à la mémoire historique de ce peuple et, de manière générale, à la paix complète et durable que nous devons construire tous et toutes ensemble. L'heure est venue de nous tourner vers l'avenir en écartant les intérêts personnels de chacun-e, l'heure est venue de construire pour la génération future, l'heure de penser à l'ensemble de la société.

Dans le même ordre d'idée, il nous semble important de souligner le travail qu'il reste à accomplir à l'État français. Même si, jusqu'à présent, d'importantes avancées ont été réalisées, nous voulons pointer en particulier l'attitude ultra-dure des membres de la Cour antiterroriste pour empêcher la libération des prisonnier-e-s basques. Car un processus de paix ne peut en aucun cas être entaché d'une condamnation à la prison à vie. Comme ce fut le cas durant des périodes difficiles, rencontrées dans le cadre de ce processus, nous lançons un appel à l'ensemble des acteur-trice-s sociaux et de la population pour qu'ils et elles se mobilisent afin de trouver une issue favorable au sort des prisonnier-e-s basques.

Les mouvements EH Bildu et EH Bai sont composés de partis et de militant-e-s aux cultures et aux traditions politiques différentes. Nous ne partageons pas la même analyse de l'histoire des dernières décennies de ce peuple. Mais cela ne constitue pas un obstacle pour, tout en menant nos propres réflexions internes et nos autocritiques, fixer des bases communes, mener un travail commun et nous tourner vers un avenir que nous voulons radieux. Les bases sont claires : le respect de tous les droits pour tous et toutes et le choix que nous avons fait de nous engager sur une voie pacifique et démocratique.

Voilà où nous en sommes et, aujourd'hui encore, une fois de plus, l'heure est venue pour nous de prendre l'engagement de tout mettre en œuvre au service de ce peuple, au-delà de tout intérêt particuliers. C'est pourquoi EH BILDU et EH BAI, nous réaffirmons notre engagement à la mise en pratique de la feuille de route fixée à Aiete et déclarons que :

- Nous EH Bildu et EH Bai continuerons à reconnaître toutes les victimes du conflit, à défendre la voie de la réparation et à prendre tous les engagements allant dans ce sens. C'est là l'une de nos priorités.

- Nous EH Bildu et EH Bai, continuerons à travailler pour mettre fin à la politique carcérale et rapatrier l'ensemble des prisonnier-e-s, réfugié-e-s et déporté-e-s politiques. L'heure est venue de franchir ces paliers et il nous faut pour cela dissocier ce sujet du champ politico-électoraliste. Comme nous l'avons fait jusqu'à présent, nous nous tenons prêt-e-s à mener toutes les démarches



**ehbildu**

allant dans ce sens. Pour toujours traiter ce sujet de manière ferme et responsable.

- Nous EH Bildu et EH Bai, réitérons notre engagement à mener une analyse du passé et à organiser une réflexion partagée pour que les bases de l'avenir reposent sur une consolidation du vivre ensemble et sur le respect de tous les droits humains. Plutôt que de chercher à construire un récit commun sur le conflit, chacun-e pourra avoir le sien, mais les enseignements que l'on pourrait en tirer doivent être collectifs. Parce qu'en effet, nous en avons tou-te-s la responsabilité, car nous avons tou-te-s commis des erreurs, et que nous devons tou-te-s prendre un engagement ferme pour construire cette paix durable.

- Nous EH Bildu et EH Bai, adhérons entièrement au quatrième point de la déclaration d'Aiete et déclarons être totalement disposé-e-s à travailler à la poursuite d'un dialogue et d'accords sur l'avenir du Pays Basque entre l'ensemble des acteur-trice-s politiques. Pour cela, il est primordial d'arriver à ces accords après consultation de la population et dans le respect de la décision prise par une majorité, car c'est cela qui permettra de garantir davantage de démocratie au Pays Basque.

Nous lançons un appel au reste des forces politiques, aux représentant-e-s institutionnels, syndicaux, et sociaux, comme cela s'est produit au Pays Basque nord, pour générer un climat de confiance et mener les débats nécessaires pour parvenir à des accords. Nous devons continuer à travailler en ce sens. Le Pays Basque le mérite. Nous nous devons entièrement à cela.



**ehbildu**